

ANOUAR BENMALEK. *Ecrivain*

# «Qui êtes-vous pour refuser aux Algériens le droit de manifester pacifiquement ?»

L'écrivain Anouar Benmalek, auteur d'œuvres comme *L'Enfant du peuple ancien*, *Les Amants désunis*, *O Maria* ou encore *Le Rapt* réagit en tant qu'intellectuel algérien à propos de l'effet des révolutions tunisienne et égyptienne, les émeutes des jeunes en Algérie, l'interdiction des marches pacifiques, l'état d'urgence...

Propos recueillis par  
K. Smaïl

**Votre réaction à propos des émeutes des jeunes en Algérie et votre analyse, voire votre lecture en tant qu'intellectuel algérien.**

Laissez-moi dire d'abord ce que qui se passe actuellement dans le monde arabo-berbère relève, à mon sens, d'un moment historique considérable, sans exagération aucune. Il correspond probablement à un basculement d'une ampleur gigantesque du vécu sociopolitique des sociétés de cette région. Il annonce le début de la fin de l'assujettissement sans limite d'aucune sorte, ni politique ni juridique, de ses habitants aux pouvoirs militaires-policiers en place, ce que d'aucuns avaient appelé *«l'exception arabe»* avec un mépris non dénué de racisme.

Le fait que le processus de cheminement vers la démocratie ne soit qu'à son commencement, le fait qu'il sera long, ardu et tortueux ne doit en aucun cas masquer l'envergure de ce qui a déjà été réalisé en Tunisie et en Égypte et l'incroyable effet d'entraînement produit dans le reste de la région.

Ce que viennent de nous apprendre les héroïques manifestants de ces deux pays tient en une simple constatation : le roi est nu ! Tous les rois et despotes arabes sont nus ! Ils peuvent encore faire beaucoup de mal, mais ils sont nus ! Ces dirigeants autoproclamés ont pu mettre des forces armées impressionnantes et de redoutables services de renseignements à leur service personnel ; emprisonner, torturer et tuer leurs opposants ; s'accrocher au pouvoir pendant plusieurs décennies en se moquant des Constitutions de leurs

nations respectives, au point de prétendre transmettre leurs prérogatives de prédation à leurs enfants ou à leurs frères ; ils ont pu amasser des fortunes colossales en détournant les nations qu'ils étaient censés gérer au mieux des intérêts de leurs concitoyens ; il suffit, pour que cesse cette criminelle indignité, qu'un peuple enfin proclame, en vainquant sa peur : *«Assez, nous ne sommes pas du bétail, nous ne sommes pas vos esclaves taillables et corvéables à merci, nous sommes nés pour être libres dans des pays libres, que vous le vouliez ou non !»*

**En d'autres termes...**

En d'autres termes, malgré leurs armées répressives, malgré leurs polices sans foi ni loi, les dictateurs peuvent être chassés du pouvoir si les peuples décident de le vouloir.

«Dégage !», ont dit, au prix de leur sang, les Tunisiens à Ben Ali, et il a fini par fuir lâchement comme le bandit qu'il était. «Dégage !» clament à présent les Égyptiens à Moubarak, et celui-là finira par déguerpir avec sa famille de corrompus. «Dégagez, potentats incompetents, présidents voleurs, dictateurs tortionnaires et assassins !», voilà le nouveau mot d'ordre que reprennent en écho avec un courage admirable les jeunes et les moins jeunes de cette partie du monde, ceux qu'on traite d'ordinaire de gueux et d'émeutiers et qui ne désirent au fond qu'une chose : recouvrer leur statut de citoyens, responsables en dernière instance de leur pays et de leurs destinées, un point c'est tout !

C'est cette revendication de dignité et de respect qui, au-delà des revendications économiques et sociales, anime à mon avis, les jeunes révoltés d'Algérie et d'ailleurs. Ils veulent du travail et des logements, certes, mais surtout du respect.



L'auteur algérien Anouar Benmalek

**Ces émeutes sont-elles un sursaut salutaire ayant interpellé la classe politique laminée par le pouvoir ?**

Dans leur rapport au peuple, les dirigeants algériens ne diffèrent pas beaucoup de leurs homologues des autres régimes arabes : ils paraissent sincèrement «étonnés» dès que quelqu'un ose leur rappeler cette vérité tout à fait élémentaire qu'ils ne sont pas propriétaires de vie du pays et de ses institutions.

Usant de tous les moyens militaires-policiers, financiers et médiatiques pour s'éterniser à la tête de l'État, ils se sont révélés d'une terriente efficacité dans la domestication d'une grande partie de la classe politique traditionnelle algérienne. Il n'est que de voir les pseudo débats du Parlement algérien pour être pénétré de dégoût envers la plupart de ces prétendus représentants du peuple. L'exemple type de ce répugnant exercice de lâcheté collective et de soumission moyenâgeuse au sultan du moment a été la mascarade de l'amendement de la Constitution pour permettre au

Président de le demeurer jusqu'à plus soif. L'habileté du pouvoir algérien et sa capacité à perdurer résident donc, non dans une intelligence exceptionnelle des courants traversant la société algérienne, mais plus prosaïquement, dans son impressionnante capacité à corrompre ceux qui gravitent autour de lui.

Ces émeutes de jeunes sont là pour rappeler que les Algériens, et en particulier les jeunes Algériens, ne se reconnaissent absolument pas dans le personnel politique censé les représenter.

**Une expression juvénile, spontanée et désespérée (harraga et immolations...) se substituant au vide politique ?**

Quelle tragédie que des jeunes gens arrivent à jouer leur vie à pile ou face dans des embarcations de fortune ou, pire, à offrir leur corps aux flammes pour simplement clamer : je ne veux plus vivre dans cette Algérie de tricheries et de désespoir, je préfère mourir dans la plus effroyable des souffrances que de respirer une minute de plus dans ce pays où je suis

moins considéré qu'un chien ! Chaque immolation est un acte d'accusation sans appel : partez, messieurs du pouvoir, partez ! La honte devrait vous envahir d'être capables de provoquer pareil geste chez les plus jeunes de vos concitoyens !

Chaque immolation s'adresse aussi, et tragiquement, au reste du peuple algérien : comment peut-il supporter sans réagir qu'un des siens flambe, au sens propre du mot, de colère et de tristesse devant le sort fait au pays qui est le bien commun de tous ceux qui l'habitent ?

**L'effet des «révolutions tunisienne et égyptienne» aidant, l'état d'urgence en Algérie va être levé d'une manière sélective (sauf dans la capitale, Alger). La répression de la marche pacifique du RCD et l'interdiction de celle du 12 février sont-elles des preuves patentes que le régime est autiste ?**

À propos de cette interdiction de la marche du 12 février, j'ai envie de poser une seule et simple question : qui êtes-vous, monsieur le Président, monsieur le Premier ministre, messieurs les ministres pour refuser à des Algériens le droit inscrit dans la Constitution de manifester pacifiquement, dans leur capitale ou dans d'autres villes d'un pays où tant de martyrs ont donné leur existence pour que, justement, leurs enfants puissent exercer enfin des droits de citoyens ? Qui peut croire un instant à vos arguments sur la sécurité publique ? Ne serait-ce pas plutôt la peur de voir remettre en cause la pérennité de votre pouvoir par des citoyens ordinaires usant de leurs droits constitutionnels ?

**Les leçons tunisienne et égyptienne n'ont-elles pas été retenues ?**

Les dirigeants autoritaires croient toujours pouvoir ruser avec les aspirations profondes des peuples. Forts de leur armée et de leur police, ils le peuvent un temps.

Mais les exemples tunisien et égyptien démontrent de manière éclatante que la ruse finit toujours par être déjouée. J'espère seulement que le prix à payer pour cette nouvelle libération ne sera pas trop élevé. *K. S.*

## MARCHE DU 12 FÉVRIER

# L'appel de Amazigh Kateb



L'artiste Amazigh Kateb

*cette dictature sécuritaire. Beaucoup parlent de récupération et paralysent les énergies, les esprits et l'action. Ne tombez pas dans le piège du boycott de la marche. Cela fait trop longtemps que nous n'avons pas marché ensemble. C'est peut-être pour cela aussi que l'Algérie n'est plus en marche. Nous avons besoin de nous voir, de nous revoir et d'échanger pour restructurer le corps populaire. Nous sommes condamnés à vivre ensemble, pourquoi mourir ou nous cacher ? Les récupérateurs seraient ravis de se retrouver seuls pour négocier avec le pouvoir, et dire qu'il n'y avait personne d'autre qu'eux pour réclamer «les droits du peuple».*

*Nous vous proposons donc une idée simple : si vous ne vous reconnaissez dans aucun des partis, syndicats, ou associations présents, fabriquez une banderole avec vos revendications et la mention : «Citoyen libre et solidaire». Soyons visibles et indivisibles ! Ainsi, le monde verra que la plupart des*

*marcheurs sont de simples citoyens indépendants, unis et déterminés à faire tomber ce régime injuste et méprisant. Ce dernier semble lâcher du lest, car il a peur. On parle d'une hypothétique levée de l'état d'urgence, mais qu'en est-il de cet état ? Où sont les vraies urgences ? Nous le savons tous : l'Etat est démissionnaire, l'urgence, c'est le peuple. La roue doit tourner, en marche avant si possible. Il n'y a aucun calendrier clair quant aux bonnes intentions du gouvernement. Nous sommes en quête de dignité, notre calendrier c'est tout de suite ! La marche du 12 février est très importante d'un point de vue symbolique, elle n'est que la première d'une longue série d'actions pour affirmer notre détermination à changer d'ère. Venez nombreux et amenez vos amis. Notre présence à tous sera garante de la légitimité de la marche. L'Algérie nous appelle, ne faisons pas la sourde oreille.»* Amazigh Kateb, artiste

Disponibles en librairie

Les œuvres de  
Ferhat Abbas



- L'indépendance confisquée.
- Demain se lèvera le jour. (à titre posthume).
- La nuit coloniale.
- Autopsie d'une guerre.

Passez la commande à :

- Ets. Benzekkour — 025 39 11 19
- Alger-Livres — 0699 011 948
- Ets. Aït Mouloud — 026 21 67 77
- L'Odyssee (T. Ouzou) — 026 20 05 24
- Messagerie (T. Ouzou) — 026 21 34 00

**M**archons tous ensemble, le 12 février 2011, à partir de 11h, à Alger, place du 1<sup>er</sup> Mai, et partout ailleurs en Algérie, contre